

20250820 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/66455/je-dors-deux-heures-par-nuit--la-vie-dans-un-campement-parisien-cible-par-des-expulsions-sans-mise-a-labri>

Actualités



Le campement dit du "skatepark" dans le quartier de La Chapelle, à Paris, le 19 août 2025. Crédit : InfoMigrants

"Je dors deux heures par nuit" : la vie dans un campement parisien ciblé par des expulsions sans mise à l'abri

Par [Maïa Courtois](#) Publié le : 20/08/2025

Une trentaine de personnes exilées survivent dans un campement du quartier de la Chapelle, au nord de Paris, ciblé durant l'été par une série d'opérations policières "sans base légale", selon Médecins du Monde. Un an après les Jeux olympiques, les pratiques d'évacuation sans mise à l'abri se multiplient selon l'ONG. Les exilés témoignent, eux, d'un quotidien difficile entre le bruit du métro, la précarité et le harcèlement policier.

Mohamed soulève sa casquette rouge pour dévoiler sa chevelure en bataille. Le jeune homme de 25 ans passe sa main dans sa barbiche au menton. "Tu vois toutes ces mèches blanches ? Je n'avais pas ça avant d'arriver à [Paris](#). C'est apparu ici, à cause de tout le stress que je vis". Le [Somalien](#) survit depuis quelques mois dans le campement dit du "skatepark", dans le quartier de la Chapelle, à Paris, en attendant le traitement de sa demande d'asile.

Une quinzaine de tentes sont alignées derrière lui, planquées sous une voie de métro aérienne. "Je dors deux heures par nuit", souffle le jeune homme. "La police, c'est très stressant. Quand ils viennent, on se met là, sur le trottoir en face", raconte-t-il en pointant du doigt la rue passante et bruyante.

Selon le décompte de l'équipe de maraude de Médecins du Monde, cinq opérations d'évacuation de ce petit campement ont eu lieu entre le 14 juillet et le 4 août. À chaque fois en matinée, à chaque fois avec "destruction du matériel". Entre autres : documents administratifs, vêtements, sacs à dos, tentes et couvertures, liste leur rapport d'observation communiqué à InfoMigrants.

A lire aussi

["Qu'est-ce que je vais faire maintenant ?": à Paris, le campement de migrants devant l'Hôtel de ville a été évacué](#)

À l'été des Jeux olympiques, l'ONG a lancé des maraudes vers les publics sans-abris les plus isolés dans la capitale. "À cause du dispositif policier des Jeux, les gens qui restent se cachent, se mettent dans des lieux reculés", expliquait alors Matthias Bingham, intervenant terrain pour

l'ONG à notre équipe. À cette époque-là, le campement du "skatepark" était "un des seuls endroits qui semblent épargnés par le nettoyage social". Une époque aujourd'hui révolue.

Des évacuations "sans base légale" selon Médecins du Monde

Problème : les évacuations de cet été s'effectuent sans base légale, selon l'ONG. Un arrêté préfectoral en cas de "trouble à l'ordre public", ou bien une assignation judiciaire des occupants, constituent normalement les deux options légales pour ce type d'occupations, expose Me Matteo Bonaglia, avocat au barreau de Paris, à InfoMigrants.

Or, à chaque fois, Médecins du Monde a relevé des évacuations sans cadre légal et en "l'absence de proposition d'hébergement ou d'alternative de mise à l'abri". "Le code de l'action sociale et des familles prévoit une mise à l'abri pour les personnes volontaires. Mais il y a un fossé entre la théorie et la pratique. Il arrive fréquemment que, sous couvert de mise à l'abri, il s'agisse d'opérations d'expulsions déguisées", regrette Me Matteo Bonaglia.

"C'est assez révélateur des [pratiques de nettoyage social décomplexées depuis les JO](#). Ce type de pratiques illégales nous remontent de plus en plus", soutient aujourd'hui Paul Alauzy, coordinateur de Médecins du Monde à Paris, auprès d'InfoMigrants.

A lire aussi

["La nuit, ils marchent plutôt que de dormir pour ne pas mourir de froid" : les exilés sans-abri à l'épreuve des températures glaciales](#)

Le responsable de l'ONG relie aussi la multiplication de ce phénomène à l'approche des municipales : "les maires d'arrondissements veulent montrer des rues 'propres'". Si à Paris, la compétence d'ordonner des évacuations en cas de "troubles à l'ordre public" relève bien de la préfecture de police de Paris, les maires, comme n'importe quel citoyen, peuvent émettre des signalements et presser la préfecture d'agir.

"Ils déchirent les tentes avec un couteau"

"Les policiers se comportent avec nous comme ils veulent", résume Fawad* 25 ans, parti d'Afghanistan après la chute de Kaboul et arrivé à Paris il y a deux mois et demi. "Ils viennent une fois ou deux par semaine et nous demandent de partir. Ils détruisent nos affaires ou les mettent dans un camion poubelle. Ils déchirent les tentes avec un couteau. Ils cassent les téléphones et poussent les gens pour les obliger à s'éloigner de leurs tentes."

Une série de vidéos consultées par InfoMigrants confirment ces témoignages, ainsi que les violences verbales et physiques décrites dans le rapport d'observation de Médecins du Monde. "Les forces de l'ordre poussent les personnes sans motif" ; "usage de gaz lacrymogène à l'intérieur des tentes"... L'ONG a saisi le Défenseur des droits sur ce contexte d'évacuations, mais aussi sur des cas individuels.

Contactée, la préfecture de Paris n'a pas répondu, pour l'heure, à nos questions sur la légalité des opérations et leur violence. Auprès de [Mediapart](#), qui vient de publier une enquête sur des violences subies par deux Afghans en garde-à-vue - suite à laquelle le parquet de Paris a ouvert une enquête -, la préfecture explique que ce type d'évacuations est en fait "une opération de nettoyage", au cours de laquelle les forces de l'ordre interviendraient pour "assister les services de la propriété".

Sous le métro, "j'ai des bourdonnements en permanence dans l'oreille"

Au fil de ces évacuations, le campement qui comptait près de 60 personnes, selon Médecins du Monde, a aujourd'hui diminué de moitié. Plusieurs nationalités continuent de s'y côtoyer : Afghans, Algériens, Guinéens... Certains ont pourtant droit à un hébergement, en théorie : des demandeurs d'asile comme Mohamed, ou des réfugiés comme Issam. Ce Palestinien de 43 ans ne sait même pas par où commencer pour raconter à quel point "les conditions de vie, ici, sont très difficiles".



Issam, réfugié palestinien, survit depuis 3 mois sur le campement dit du "skatepark" du quartier de La Chapelle. 19 août 2025, Paris. Crédit : InfoMigrants

Sur son téléphone, il ouvre Facebook et fait défiler des vidéos où apparaissent des membres de sa famille tués récemment à Gaza. Issam, lui, est parti il y a plusieurs années de Palestine et a obtenu une protection internationale en Italie. L'homme sort sa carte de réfugié de 10 ans de son portefeuille. Il est venu à Paris sur les conseils d'un ami. Il voulait trouver dans la capitale française un meilleur travail que celui qu'il avait décroché, là-bas, dans le nettoyage. Mais [les règles d'installation au sein de l'UE pour un réfugié ne sont pas si simples](#). "Ici, tu ne sais pas où aller, tu es perdu, tout est compliqué".

Alors aujourd'hui, le Palestinien déchante. "J'attends juste de gagner un peu d'argent pour retourner à Marseille. De là-bas, je prendrai le bateau pour rentrer en Italie."

A lire aussi

[La France gèle l'accueil de réfugiés gazaouis](#)

À intervalles réguliers, Issam est interrompu dans son récit par le passage du métro au-dessus de sa tête. Les rames passent dans un sens, puis dans l'autre. Elles recouvrent toute parole d'un vacarme assourdissant.

Zaki*, un jeune Afghan de 19 ans, survit ici malgré un tympan perforé. Il doit se rendre à l'hôpital dans quelques jours pour une opération. "J'ai très peur d'une éventuelle perte d'audition car ici le bruit, surtout des métros qui passent toutes les cinq minutes, est vraiment insupportable", confie-t-il. La nuit, "je n'arrive pas à dormir. À cause du bruit du métro jusqu'à une heure du matin, et après parce que j'ai des bourdonnements en permanence dans l'oreille."

"La nuit, quand on a vraiment besoin d'aide, il n'y a personne"

Le jeune afghan dort avec un ami à lui dans la même tente. "C'est pour nous protéger au cas où... Je suis le plus jeune de tous dans ce camp et à partir de minuit, j'ai peur de me faire agresser par des gens qui se mettent à boire et à fumer je ne sais quoi".

Ismail*, l'un des doyens du campement, confirme. "Le soir, il y a des bagarres, à cause de l'alcool." De ses yeux brillants et protecteurs, ce Soudanais de 45 ans balaie du regard les tentes et les matelas posés par terre. "Il y a des jeunes, certains sont pris là-dedans. Mais la police ne vient que le matin... La nuit, quand on a vraiment besoin d'aide, il n'y a personne".

Ismail a des papiers en France, mais il fait des démarches depuis plusieurs mois pour obtenir une adresse de domiciliation et commencer à travailler. Son objectif : faire venir sa femme et sa fille de 20 ans depuis Khartoum. "Mais je sais qu'ici en France, tout prend du temps. Je dois construire tout ça pas à pas."

En attendant, pour combler l'attente, Ismail discute avec tout le monde. Il apprend des langues en quelques semaines, sympathise avec la terre entière. "Tout à l'heure, j'étais en appel vidéo avec un Ukrainien que j'ai rencontré en arrivant en Europe. Nous ne parlons pas la même langue, alors nous n'avons pas dit un mot. Mais on se salue de la main, on parle avec les yeux : c'est mon ami".

**Les prénoms ont été modifiés afin de protéger l'anonymat des personnes*